

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 9 novembre 2023

Editorial

Depuis la création du Service économique régional pour l'Europe du Sud-Est en septembre 2022, l'ensemble des équipes de la Direction générale du Trésor qui couvrent la Grèce, la Bulgarie, Chypre et la Roumanie vous proposent chaque semaine une synthèse des principales informations économiques de la zone.

Désormais publiées sur les pages internet des services économiques et les réseaux sociaux, les brèves économiques vous apportent, je l'espère, des informations utiles à votre activité.

Afin de tenir compte de l'évolution de la région couverte par le service économique régional d'Athènes, nos brèves économiques couvrent désormais la Moldavie, pays candidat à l'Union européenne pour lequel la Commission européenne a récemment recommandé d'ouvrir les négociations d'adhésion.

Je vous remercie encore pour l'intérêt que vous portez à l'ensemble de nos publications.

Le Chef de service économique régional

François de Ricolfis

LE CHIFFRE A RETENIR :

+ 14,7 %

Hausse annuelle du salaire moyen au troisième trimestre 2023 en Bulgarie

Bulgarie Un ralentissement de la croissance à 1,8% en 2024 selon la Commission européenne // Projet de budget 2024 publié par le ministère des Finances // Croissance du PIB de 1,7 % au T3 2023 // Hausse annuelle du salaire moyen de 14,7 % au troisième trimestre 2023 // Retour de Carrefour en Bulgarie // Projet d'acquisition de véhicules militaires // Contrat entre Sof Connect et GBS-Infrastructural pour la rénovation du parking couvert de l'aéroport de Sofia // Enquête sur un contournement par la raffinerie Neftochim des sanctions contre la Russie et rejet par la commission parlementaire d'une nouvelle demande de fin à la dérogation sur les importations de pétrole brut et des produits pétroliers en provenance de la Russie

Chypre Le PIB chypriote a crû de +2,2% en rythme annuel au cours du troisième trimestre 2023 // Lancement officiel du Cyprus Equity Fund // Le déficit du commerce extérieur atteint 6,49 Md€ sur les dix premiers mois de l'année (22,9% du PIB) // Amélioration de la notation d'Hellenic Bank par Fitch // Présentation du plan « Photovoltaics for All » par le Ministre de l'Énergie // Extension des pourparlers entre l'entreprise Chevron et le Ministère de l'Énergie concernant le plan de développement du gisement Aphrodite

Grèce Le taux d'inflation atteint 3,4% en octobre // Lancement du processus de vente d'une participation de 20% de la banque BNG // Vente d'une participation de 9% dans Alpha Bank pour 293,5 M€ // Nouvelle gamme de produits par Tbi bank // Le bâtiment progresse de 18,5% en juillet // Les tarifs énergie restent élevés par rapport à la situation d'avant crise // Signature d'un MoU entre la Grèce et USAID

Moldavie L'inflation annuelle poursuit sa décélération et atteint +6,3% en octobre // Le Parlement adopte un paquet de mesures notamment dans les domaines de la fiscalité et des douanes

Roumanie La croissance économique ralentit au troisième trimestre en progressant de +0,4% // L'inflation annuelle a atteint +8,1% en octobre // Le salaire net moyen roumain a progressé de +14,7% en un an // Le déficit courant roumain recule de -24,1% au cours des 9 premiers mois de l'année // La production industrielle roumaine recule à nouveau en septembre // Le laboratoire pharmaceutique roumain Antibiotice annonce un investissement de 95,4 M€.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Un ralentissement de la croissance à 1,8 % en 2024 selon la Commission européenne.

La croissance du PIB de la Bulgarie ralentirait à 1,8 % en 2024 après 3,8 % en 2022 et 2 % en 2023, selon [les prévisions d'automne](#) de la Commission européenne. Ce ralentissement s'explique par la faiblesse de la demande extérieure et de la consommation des ménages. L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisé en moyenne annuelle) devrait diminuer de 13 % en 2022 à 8,8 % en 2023 et 4 % en 2024, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Le déficit budgétaire s'établirait à 3 % en 2023 et 2024, après 2,9 % en 2022. La dette publique demeure faible : elle se creuserait de 22,6 % en 2022 à 23,5 % en 2023 et à 24,3 % en 2024.

Projet de budget 2024 publié par le ministère des Finances.

Selon le [projet](#) de budget 2024 publié par le ministère des Finances, le PIB croîtrait de 3,2 % en 2024 pour atteindre 105,2 Md€. L'inflation annuelle moyenne devrait être de 4,8 % et le déficit de 2,9 % du PIB. La dette publique augmenterait à 23,8 % du PIB contre 21,2 % en 2023. Le projet de budget prévoit des recettes de 39,7 Md€ et des dépenses de 42,8 Md€. Il contient un programme d'investissements record de 6,1 Md€, contre 4,1 Md€ en 2023. Le salaire minimum devrait augmenter de 19,6 % à compter du 1^{er} janvier 2024 à 477 €, le but étant qu'il atteigne 50 % du salaire moyen en 2023. Les pensions augmenteraient de 11 % et le salaire moyen de 10-12 %.

Le projet de budget doit être débattu par les partenaires sociaux, les partis politiques et approuvé par le Conseil des ministres et l'Assemblée nationale.

Croissance du PIB de 1,7 % au T3 2023.

D'après [les données](#) préliminaires de l'Institut national statistique, au troisième trimestre 2023, le PIB a augmenté de 1,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, après une croissance de 2,4 % au T1 2023 et de 2 % au T2 2023. Au troisième trimestre 2023, la consommation finale a augmenté de 6,1 % par rapport au même trimestre de 2022 et la formation brute de capital fixe de 9,4 %. Les exportations de biens et services ont diminué de 7,8 % et les importations de biens et services de 7,5 %.

Selon la Loi de finances 2023, le PIB devrait croître de 1,8 % en 2023.

Hausse annuelle du salaire moyen de 14,7 % au troisième trimestre 2023.

Selon [les données](#) de l'Institut national statistique, le salaire moyen brut s'est élevé à 1022,6 € par mois au troisième trimestre 2023, soit un accroissement de 14,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. La hausse annuelle la plus importante a été enregistrée dans le secteur « Gestion publique » (+13,4 %), Education (+12,2 %) et Agriculture, sylviculture et pêche (+7,5 %). Le salaire moyen brut à Sofia s'est élevé à 1 391,7 € au T3 2023, soit un accroissement annuel de 13,9 %.

Fin septembre 2023, le nombre de personnes employées a augmenté de 22 000 ou de 1 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Actualités sectorielles

Retour de Carrefour en Bulgarie.

Sept ans après avoir quitté la Bulgarie, le Groupe Carrefour [annonce](#) le retour des magasins de son enseigne en Bulgarie via le franchisé grec Retail & More (faisant partie du groupe AVE). La société grecque, ayant un contrat de franchise avec Carrefour depuis 2022, sous-franchisera au cours des

prochains mois les enseignes Carrefour Market et Carrefour Express pour une vingtaine de magasins du réseau bulgare Parkmart, situés à Sofia, Varna et Burgas. C'est l'entité Carrefour Partenariat International qui gère l'ensemble des partenaires franchisés du Groupe Carrefour dans 33 pays avec plus de 2 500 magasins.

Projet d'acquisition de véhicules militaires. L'Assemblée nationale a approuvé le 9 novembre la réalisation du projet de dépense d'investissement pour l'acquisition de 183 véhicules blindés « Stryker » et de 15 véhicules « auxiliaires ». Le projet est lié à la modernisation des forces terrestres et vise leur interopérabilité technique au sein de l'OTAN. Le contrat d'acquisition des véhicules, pour près de 1,2 M€, doit être également approuvé par l'Assemblée nationale.

Contrat entre Sof Connect et GBS-Infrastructural pour la rénovation du parking couvert de l'aéroport de Sofia. Le concessionnaire de l'aéroport de Sofia Sof Connect, dont le propriétaire majoritaire est Meridiam, a signé le 14 novembre un contrat avec l'entreprise bulgare de construction GBS-Infrastructural Construction pour la rénovation du parking couvert de 4 étages du Terminal 2 de l'aéroport de Sofia, le projet étant estimé à 12,5 M€ (24,5 M BGN). Les travaux de rénovation débuteront en 2024 et dureront environ un an. Dans l'intervalle, GBS-Infrastructural Construction devrait achever la construction du parking ouvert à l'aéroport, d'une capacité de plus de 1 000 places.

Enquête sur un contournement par la raffinerie Neftochim des sanctions contre la Russie et rejet par la commission parlementaire d'une nouvelle demande de fin à la dérogation sur les importations de pétrole brut et des produits pétroliers en provenance de la Russie. D'après une enquête conjointe de Global Witness, du Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur (CREA) et du Centre d'études pour la démocratie (CSD), la raffinerie Neftochim, propriété de Lukoil, a contourné l'embargo de l'UE sur la vente de produits pétroliers fabriqués à partir de pétrole russe et a profité de la dérogation dont bénéficie actuellement la Bulgarie, pour acheter davantage de pétrole brut russe. D'après l'enquête, la raffinerie a traité 4,5 millions de tonnes de brut russe au cours des 9 premiers mois de l'année (95 % du pétrole brut traité par Neftochim étant d'origine russe), générant environ 1 Md€ pour le budget du Kremlin sous forme de recettes fiscales.

Par ailleurs, la commission parlementaire sur l'énergie n'a pas approuvé la proposition déposée par le GuERB le 10 novembre visant à mettre fin à la dérogation dont bénéficie la Bulgarie (jusqu'à octobre 2024) concernant les importations de pétrole brut et des produits pétroliers en provenance de la Russie.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Le PIB chypriote a crû de +2,2% en rythme annuel au cours du troisième trimestre 2023. Selon la première estimation « flash » publiée par CYSTAT, les principaux secteurs ayant tiré l'activité au T3 2023 sont l'hôtellerie-restauration, le transport et stockage, le commerce de gros et de détail, l'information-communication ou encore la construction. Cette nouvelle estimation indique en outre une stagnation du rythme de croissance de l'économie chypriote, qui enregistrait précédemment un ralentissement (+2,2 % lors du T2 2023 après +3,2 % au T1). En rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières et des jours

ouvrables), la croissance de l'activité est de nouveau positive, à +1,1 % sur le trimestre, après s'être contractée au cours du trimestre précédent (-0,4 % au T2 2023).

Lancement officiel du Cyprus Equity Fund. A l'occasion d'une [conférence de presse le 6 novembre dernier](#), le gouvernement chypriote et le Fonds européen d'investissement (FEI) de la BEI ont annoncé la création du tout premier fonds d'investissement en capital-risque chypriote. L'objectif annoncé de [ce nouveau fonds](#) sera de combler le déficit de financement pour les PME innovantes et start-ups sur l'île. Il disposera à ce titre d'une [enveloppe globale de 27,5 M€](#) apportée par le gouvernement chypriote au titre de son plan de relance, mais aussi de revenus financiers tirés des retours sur investissement du précédent programme européen JEREMIE, qui fléchait des fonds structurels vers les PME. Environ 10 M€ supplémentaires devraient également être levés par 33 East VC, le fonds sélectionné par le FEI pour diriger les opérations du nouveau Cyprus Equity Fund (CEF).

Le déficit du commerce extérieur atteint 6,49 Md€ sur les dix premiers mois de l'année (22,9 % du PIB), en hausse de 11,8 % sur un an. [Selon les données provisoires de CYSTAT](#), les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +14,6 % en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 3,26 Md€ sur la période. Les importations ont aussi crû fortement (+12,7% à 9,76 Md€), un bond en partie lié à la hausse spectaculaire des transferts de propriété économique de navires en janvier 2023, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Sur le seul mois de septembre, les importations progressent de +25,4 %, à 1,10 Md€, tandis que les exportations augmentent de +52,9 % pour s'établir à 441 M€. Le déficit mensuel atteint ainsi 659 M€ (2,4% du PIB).

Actualités sectorielles

Amélioration de la notation d'Hellenic Bank par Fitch. Début novembre, l'agence de notation a relevé de deux crans (de BB- à BB+) la note de défaut à long terme (IDR) ainsi que la note de viabilité (VR) de la banque systémique chypriote, en définissant les perspectives comme stables. [Cette décision](#) est motivée par l'amélioration de l'environnement macroéconomique chypriote mais aussi du profil de crédit de la banque. Cette dernière a en effet renforcé son capital (ratio CET1 atteignant 20,8 % en juin 2023), enregistré des profits spectaculaires (160 M€ au S1 2023) et présente un ratio de prêts non-performants historiquement faible (3,3 % en juin 2023). La décision de Fitch suit par ailleurs celle de Moody's, qui avait relevé de deux crans également la note de dépôts à long terme de l'établissement en octobre. Parmi les fragilités de la banque, Fitch souligne enfin la concentration importante de son activité de crédit dans certains secteurs de l'économie locale, comme le tourisme, le commerce de détail et les services.

Présentation du plan « Photovoltaics for All » par le Ministre de l'Énergie. Intégré au sein du précédent paquet de mesures de 196 M€ annoncé en octobre par le Président Christodoulides, le [plan sera lancé en 2024](#) et disposera d'une enveloppe de 30 M€. Les crédits prévus émaneront du Fonds pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie ([RES and Energy Conservation Fund](#)). Ce nouveau plan, qui vise à accélérer le verdissement du mix énergétique de l'île tout en réduisant les factures d'électricité des ménages, constituera une extension des mécanismes de subvention existants. Il permettra notamment l'installation de systèmes photovoltaïques d'une puissance maximale de 4,16 kW pour environ 6 000 habitations dont les propriétaires ne disposent pas du capital initial nécessaire. Ces derniers rembourseront par la suite l'apport initial via une majoration sur leurs factures d'électricité bimensuelles.

[Extension des pourparlers entre l'entreprise Chevron et le Ministère de l'Energie concernant le plan de développement du gisement Aphrodite](#). Alors qu'un ultimatum avait été fixé au 5 novembre afin de trouver un accord commun, les opérateurs du champ gazier situé dans la ZEE chypriote et le Ministère de l'Energie chypriote [auraient conjointement décidé de repousser la date butoir au 20 novembre](#). Pour rappel, les deux parties sont en désaccord suite au rejet par le gouvernement du plan révisé de développement présenté par Chevron pour l'exploitation d'Aphrodite, gisement découvert en 2011 et dont les réserves sont estimées autour de 4,5 tcf, soit 124 Md de m³. Le plan, présenté par Chevron en mai 2023, envisageait le raccordement d'Aphrodite, par le biais d'un gazoduc sous-marin, à une installation de traitement et de production existante en Égypte. Cette solution ne conviendrait pas au Ministère de l'Energie chypriote, qui s'estime en partie lésé par la révision du plan de développement opérée par Chevron par rapport au précédent, approuvé en 2019. Le nouveau plan prévoit en effet une réduction du nombre de puits exploitables (de 5 à 3), ce qui aurait pour conséquence de réduire le potentiel de production du champ gazier de près de 20%. Une autre modification majeure concerne le raccordement, dans une logique de rationalisation des dépenses d'investissement, d'Aphrodite aux champs gaziers égyptiens au détriment du projet initial qui prévoyait un traitement du gaz via un terminal flottant de production (FPU). Le Ministère estime notamment que cette option serait défavorable pour l'Etat chypriote, l'utilisation d'un FPU garantissant au contraire selon lui une maximisation des revenus pour la République de Chypre.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[Poussé par l'alimentaire, le taux d'inflation annuel en octobre 2023 atteint 3,4%, plus de deux fois supérieur au taux de 1,6% enregistré en septembre 2023](#), après 2,7% en août et 2,5% en juillet. Selon les [données d'Elstat](#), malgré la très forte baisse du prix du gaz en un an (60,5%), les produits alimentaires ont encore augmenté de 9,9% (en glissement annuel), après 9,4% le mois précédent. Plus particulièrement, les prix du groupe des huiles et graisses ont augmenté de 26% (dont l'huile d'olive de 14,1%), ceux du groupe des fruits de 20,5%, ceux des eaux minérales – jus de fruits- boissons non alcoolisées de 14,3%, des légumes de 12,3% et de la viande de 8,3%.

[Le Fonds hellénique de stabilité financière \(FHSF\) lance le processus de vente d'une participation de 20% dans la Banque nationale de Grèce](#), selon un [communiqué du FHSE](#). Les actions de la BNG, deuxième banque grecque en termes de valeur de marché, seront vendues par le biais d'une offre publique et d'un placement privé du 14 au 16 novembre à un prix compris entre 5€ et 5,44€ par action. En cas de forte demande, HFSF pourrait augmenter la participation à 22%. A la bourse d'Athènes, le prix des actions de BNG se situe actuellement à environ 5,4€, la participation de 20% étant évaluée à environ 1 milliard d'euros. Le Fonds détient actuellement une participation de 40,4% dans la BNG.

Dans un autre communiqué, [FHSF a déclaré avoir vendu sa participation de 9% dans Alpha Bank à UniCredit pour 293,5 M€](#), après une meilleure offre de la part de la banque italienne.

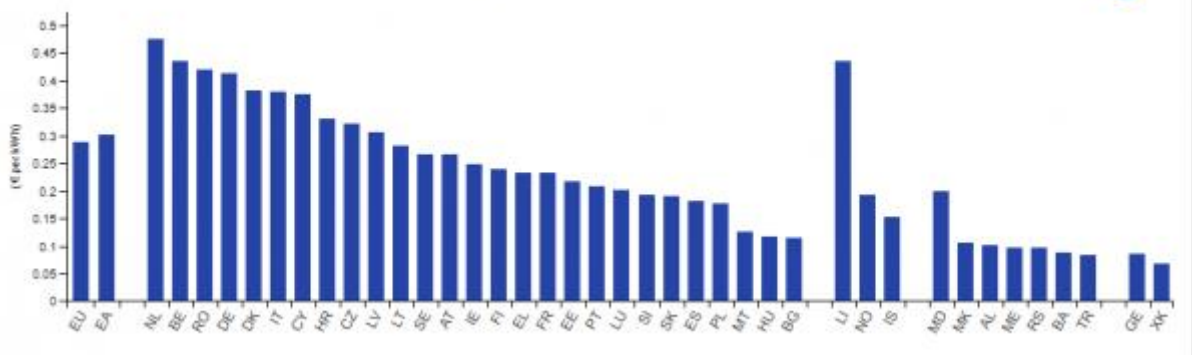
Tbi bank, présente en Grèce depuis avril 2022, proposera une nouvelle gamme de produits de dépôt et de prêt en Grèce. La banque s'appuiera notamment sur le nouveau service de paiement "Buy Now Pay Later - BNPL" et développera des activités de crédit à la consommation. Selon une interview accordée par son représentant en Grèce, M. Kostas Tovil, « la banque vient combler le vide important qui existe pour les déposants moyens dans les produits de dépôt avec des taux d'intérêt compétitifs. Dans le domaine du crédit à la consommation, l'objectif de la banque est d'atteindre une part de 10 % du marché total en Grèce en 2027, contre 3 % en 2024 ». La banque est aussi présente en Bulgarie et en Roumanie.

Actualités sectorielles

Selon la dernière note de conjoncture d'Elstat, le volume d'activité du bâtiment a progressé de 18,5 % en juillet dernier, soit 2 402 permis de construire délivrés le mois en question, représentant 584 886 m2 de surface. Il en résulte une augmentation de 8 % du nombre de permis de construire, par rapport à juillet 2022. Sur les 7 premiers mois de l'année, l'activité de construction privée affiche une augmentation de 11 % du nombre de permis de construire par rapport à la même période 2022 ([Elstat](#)).

Les tarifs énergie restent élevés par rapport à la situation d'avant crise. Sur les six premiers mois de 2023, le prix moyen de l'électricité en Grèce était de 0,2325€/kWh, (0,2438€ à la même période l'an passé et 0,2101 au S1 2023), contre 0,3009€ dans la zone euro et 0,289 € dans l'UE selon [Eurostat](#).

Electricity prices for household consumers, first half 2023



Concernant le gaz, le prix en Grèce était de 0,1171€/kWh, contre 0,1253€ dans la zone euro et 0,1187€ dans l'UE. Le prix en Grèce était inférieur à celui du second semestre 2022 (0,1599€), mais nettement supérieur à celui du premier semestre 2022 (0,0821€).

Natural gas prices (including taxes) for household consumers, first half 2023



[Signature entre le Gouvernement grec et l'Agence des États-Unis pour le développement international \(USAID\) d'un protocole d'accord \(MOU\) pour améliorer la sécurité énergétique et la coopération dans les Balkans occidentaux](#). Ce [partenariat](#) a pour objet de faire progresser la collaboration entre les entités énergétiques et les autorités de Grèce, d'Albanie, de Macédoine du Nord et du Kosovo. Selon les signataires, ce protocole facilitera la création d'un marché de l'électricité plus efficace, durable et interconnecté entre la Grèce et ses voisins, améliorant ainsi les transactions transfrontalières, la convergence des prix et la stabilité du réseau.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[L'inflation annuelle poursuit sa décélération et atteint +6,3 % en octobre](#). Bien que les prix continuent de progresser par rapport au mois précédent (+0,5 %), le pays connaît une importante dynamique de désinflation après avoir atteint un pic, à +34,6 %, en octobre 2022. Comme en Roumanie, l'inflation est principalement portée par la hausse du prix des services (+10,8 %), dernier secteur de l'économie à répercuter la forte hausse des prix des matières premières observée l'an dernier. A noter que l'inflation alimentaire s'élève à +5,6 %.

Actualités sectorielles

[Le Parlement adopte un paquet de mesures](#) notamment dans les domaines de [la fiscalité et des douanes](#). Ces mesures portent notamment sur la numérisation de l'administration fiscale et la simplification des procédures d'importation et d'exportation. Par ailleurs, les Moldaves pourront désormais déduire la TVA des achats réalisés avec une carte de paiement professionnelle.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

[La croissance économique ralentit au troisième trimestre pour atteindre +0,4 %](#), contre +1,3 % au trimestre précédent. L'économie roumaine a crû de +2,1 % en glissement annuel, en phase avec les anticipations des prévisionnistes. Le FMI a révisé sa prévision de croissance annuelle pour la Roumanie, de +2,4 % à +2,2 %. Malgré le ralentissement de l'activité, l'économie roumaine demeure parmi les plus dynamiques d'Europe, alors que le PIB de l'UE a stagné pour le deuxième trimestre consécutif.

[L'inflation annuelle a atteint +8,1 % en octobre](#), alors que les prix ont continué de progresser (+0,6 %) par rapport au mois de septembre. Les tensions sur les prix sont, en premier lieu, portées par la forte inflation des services (+12,2 %). Par ailleurs, les produits alimentaires se sont renchérissés de +8,7 % en un an, malgré la détente observée sur le prix de certaines matières premières, comme l'huile (-24,6 %)

ou la farine (-10,2 %). Enfin, le prix des produits non-alimentaires a progressé de +6,2 % en un an et profite du recul du prix de l'électricité (-10,4 %).

Le salaire net moyen roumain a progressé de +14,7% en un an, pour atteindre **4 593 RON** au mois de septembre. Portée par un marché du travail sous tension, cette hausse du salaire moyen protège le pouvoir d'achat des ménages malgré la persistance des pressions inflationnistes. En un an, le salaire réel a ainsi progressé de +5,4 % en moyenne. En septembre, les salariés des secteurs de la fabrication de produits pétroliers (+23,2 %), de l'extraction d'hydrocarbures (+7,4 %), du cuir (+5,8 %) et des télécommunications (+5,4 %) ont profité des plus importantes revalorisations salariales par rapport au mois d'août.

Le déficit courant roumain recule de -24,1 % au cours des 9 premiers mois de l'année, à **-16,1 Md€**. Le déficit commercial de la balance des biens s'élève à -20,2 Mds EUR mais est partiellement compensé par le surplus croissant de la balance des services (+10,6 Mds EUR). Par ailleurs, le déficit de la balance primaire a diminué, en g.a, de -3,3 %, à -7,5 Md€. En parallèle, la dette externe du pays a atteint 161,3 Md€ fin septembre 2023, progressant de +12,1 % depuis le début de l'année. A noter que les réserves de la banque centrale couvrent 5,6 mois d'importations, soit 1,2 mois de plus qu'en début d'année.

Actualités sectorielles

La production industrielle roumaine recule à nouveau en septembre, enregistrant une baisse de -0,7 % par rapport au mois précédent. Au cours des trois premiers trimestres, l'Indice de Production Industrielle (IPI) a reculé de -5,0 %, en glissement annuel. Cette baisse est due au recul de la production manufacturière (-4,3 %) et électrique (-11,0 %). L'industrie roumaine doit faire face au ralentissement de l'activité domestique ainsi qu'à une conjoncture dégradée chez ses principaux marchés clients. Pour rappel, l'IPI roumain n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémique.

Le laboratoire pharmaceutique roumain Antibiotice annonce un investissement de 95,4 M€ pour son site de Iasi. Le groupe souhaite construire une ligne de production de médicaments et un site de stockage tout en développant ses activités de R&D. L'investissement vise à accroître la production de médicaments en Roumanie afin de réduire la dépendance du pays aux importations. 100 emplois doivent être créés. Cet investissement, soutenu par le programme InvestEU, est financé à hauteur de 25 M€ par la Banque Européenne d'Investissement.